



CABINET DU PRESIDENT

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Parti « Forces Nationales de Libération »(FNL) dénonce vigoureusement la recrudescence du climat d'insécurité et de terrorisme orchestré par l'opposition radicale à travers le lancement des grenades sur des paisibles citoyens.

En effet, face à cette barbarie sans nom que constituent ces actes aussi irresponsables que répréhensibles de la part de l'opposition radicale burundaise, le Parti FNL constate avec regret :

-le machiavélisme et la dérive terroriste de la part de l'opposition radicale burundaise prétendant défendre l'état de droit et la démocratie tout en s'opposant aux verdicts judiciaire et des urnes ainsi qu' aux idéaux de paix et des droits de l'homme et en s'attaquant non seulement aux institutions républicaines mais aussi aux honnêtes citoyens sans défense.

-L'inaction des membres de la communauté internationale en général et des partenaires du Burundi en particulier dont certains se comportent malheureusement encore comme des complices face aux actions rétrogrades de l'opposition radicale qui constituent des crimes contre l'humanité.

-La ferme opposition aux verdicts des urnes qui caractérisent l'opposition en question s' inscrivant en faux au processus électoral depuis les élections de 2010 dont les résultats ont pourtant été reconnus par tous les observateurs tant nationaux qu' internationaux jusqu'aujourd'hui où leur volonté d'accéder au pouvoir en dépit du verdict des urnes et de la volonté populaire ne fait plus de doute.

-Les multiples prétextes de l'opposition radicale dénonçant tour à tour les résultats des élections de 2010, le fichier électoral de 2015, la Commission Electoral Nationale Indépendante, la légitimité de la Cour Constitutionnelle, l'existence d'une soi-disante milice affiliée au parti au pouvoir, le soi-disant 3è mandat du Chef de l'Etat actuel, un hypothétique génocide...

-Le comportement anti-démocratique clairement manifesté par l'opposition radicale à travers le refus du verdict des urnes depuis 2010 jusqu'à ce jour, le refus du verdict de la Cour Constitutionnelle du Burundi et de la Cour de Justice de l'East African Community en rapport avec l'interprétation de

l'Accord d'Arusha et de la Constitution, le recours à la manipulation de l'opinion nationale et internationale, à la violence, aux coups d'Etats et maintenant au terrorisme peu ou pas du tout encore dénoncé par la communauté internationale.

-Le mépris de la population et de la vie humaine qui caractérise les ténors de l'opposition radicale dont certains leaders à l'image d'Alexis SINDUHIJE, Léonard NYANGOMA et autres cadres du CNARED comme les anciens Chefs d'Etats qui se disent malheureusement et curieusement soutenus par certains partenaires du Burundi qui tardent hélas à démasquer ces politiciens pour lesquels tous les moyens sont bons(y compris le terrorisme) pour accéder au pouvoir ou à une partie de celui-ci.

Face à ce constat de refus manifeste de la démocratie, de l'état de droit et surtout de dérive terroriste de la part de l'opposition radicale qui devrait être démasquée pour être traitée pour ce qu'elle est réellement, le FNL profite de l'occasion en vue de :

1. Attirer l'attention de la communauté tant nationale qu'internationale sur la dérive antidémocratique et terroriste qui gangrène l'opposition politique radicale et ses collaborateurs de la société civile à l'image de certains médias burundais propageant la haine politique et ethnique et encourageant les actes de terrorisme dénoncés ci-dessus à partir d'un pays voisin.
2. Porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que l'invasion du Burundi par les troupes étrangères et les sanctions contre les institutions républicaines tant réclamées par l'opposition radicale ayant revendiqué les actes de terrorisme dénoncés ci-haut ne feraient que conforter cette dernière dans ses élans terroristes et seraient donc à nos yeux immorales et contre productives.
3. Dénoncer le silence complice ou toute forme de soutien (moral ou matériel) face au terrorisme qui est présentement une réalité au Burundi en particulier dans certaines parties de la capitale Bujumbura fief de l'opposition radicale.
4. Demander à tous les membres de la communauté internationale en général et aux partenaires du Burundi en particulier de condamner et combattre la démarche antidémocratique et terroriste au Burundi comme sous d'autres cieux dans le cadre de la solidarité internationale contre le terroriste à laquelle le Burundi participe activement.

Fait à Bujumbura, le 16/02/2016

Jacques BIGIRIMANA

Président et Représentant Légal du Parti FNL